

M. R. J. Orange (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Le député de Kootenay-Ouest (M. Harding) siège au comité de l'énergie, des mines et des ressources. J'espère qu'il se fait le porte-parole de son parti lorsqu'il dit que la compétence fédérale en matière de gestion de nos ressources hydrauliques et la pollution de nos eaux doit devenir un sujet de préoccupation pour les Canadiens. J'espère que lorsque la Chambre des communes sera saisie de la mesure concernant la loi sur les ressources hydrauliques du Canada, indépendamment des détails de la mesure, nous pourrions compter sur l'appui total et sans réserve des honorables vis-à-vis au cas où surgiraient des problèmes de compétence.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Présentez-la dès demain.

M. Orange: Nous pourrions la présenter dès demain mais nous aimerions avoir votre appui sous une forme qui soit efficace pour le Canada.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Pourquoi ne pas s'occuper des mesures que vous avez déjà? Qu'attendez-vous donc?

M. Orange: Le député connaît le problème des compétences, je crois, puisqu'il était naguère premier ministre provincial. Il discerne les problèmes qu'entraîne la présentation des mesures. Il devrait aussi reconnaître les problèmes de compétence à l'échelon de la province et des municipalités. Voilà le problème provincial capital auquel nous nous heurtons à l'heure actuelle.

D'après le rapport qui nous a été remis, la Steel Company of Canada Limited aurait déversé dans la baie d'Hamilton 150,000 gallons d'acide. Ce rapport n'a jamais été confirmé par la Commission ontarienne des ressources hydrauliques ni aucune autre source. Cela remonte à un mois. Je signale avec déférence au député qu'il n'a pas soumis la chose à la Chambre depuis ce moment-là. Cependant, là n'est pas la question.

A titre de législateurs fédéraux nous devrions reconnaître que la pollution des eaux et la gestion des ressources hydrauliques constituent un problème capital dans notre pays. Veuillez reconnaître qu'il faut un peu de temps pour s'organiser. Nous savons qu'il existe des problèmes de compétence.

M. Harding: Avez-vous examiné l'affaire?

M. Orange: Nous l'avons étudiée.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Quelles ont été vos constatations?

M. Orange: Peu importe. Nous nous heurtons à des problèmes de compétence. Je compte sur l'appui des députés de l'opposition, de ceux en particulier qui se sentent si jubilants parce qu'ils sont représentés au Manitoba. Je tiens à féliciter le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) d'avoir signalé le centenaire du Manitoba aujourd'hui. Cet appui nous est nécessaire. Je le réclame pour convaincre les Canadiens que la gestion de nos ressources hydrauliques et la pollution des eaux est un domaine qui influe sur la qualité de notre existence à tous. A la suite de la déclaration essentielle de principe du député de Kootenay-Ouest (M. Harding) ce soir, je suppose que cet appui nous est acquis.

LES HAUTS FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE DES FINANCES

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, le 11 juin, j'ai posé la question suivante, comme en fait foi le han-sard à la page 9,997:

Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A-t-il l'intention d'exposer les hauts fonctionnaires de son ministère aux difficultés et aux frustrations du marché, ainsi que l'a laissé entendre le député de Trinity (l'honorable M. Hellyer)?

Ma question faisait suite à un discours que le député de Trinity (M. Hellyer) prononçait, je crois, à Toronto le 11 juin à une réunion de comptables. A cause des relations récentes du député avec le cabinet, j'ai pensé qu'il serait peut-être opportun de poser la question au ministre des Finances (M. Benson). L'Orateur a alors répondu:

A l'ordre, s'il vous plaît. C'est une question plutôt mystérieuse, à mon avis. Le député pourrait peut-être la reprendre à l'heure du mystère, après 10 heures.

Puisque nous avons déjà eu certaines réponses mystérieuses ici ce soir, il ne serait peut-être pas déplacé de ma part de soulever cette question devant ce vaste auditoire. L'ancien ministre des Transports a dit, entre autres, que les hauts fonctionnaires devraient peut-être recevoir une formation différente avant d'assumer leurs postes. De temps en temps, on entend dire que le sort des hauts fonctionnaires devraient être entre les mains du gouvernement au pouvoir, un peu comme cela se passe aux États-Unis, où tous les hauts fonctionnaires sont remplacés lorsqu'un nouveau président arrive au pouvoir.

● (10.20 p.m.)

Même si je n'ai soulevé qu'une question mystérieuse, j'espère que le secrétaire parlementaire saura nous éclairer et nous dire si le